

Leon TROTSKY

L'URSS EN GUERRE

(defense du marxisme)

PRIX : 30 frs

P R E A M B U L E

Le Secrétariat du Parti a décidé la publication de "L'URSS en guerre" que Léon TROTSKY publia au lendemain de l'éclatement de la deuxième guerre mondiale.

Ce document analyse avec une grande précision la nature et le rôle de la bureaucratie stalinienne et définit sous sa forme la plus achevée la conception trotskyste de la défense de l'URSS.

Sur bien d'autres questions, TROTSKY apporte dans ce texte la réponse programmatique la plus claire.

"L'URSS en guerre" doit être étudié en détail par tous les camarades du Parti soucieux de répondre correctement, en conformité avec le programme de la IVème Internationale et à la pensée de TROTSKY, aux problèmes actuels.

L'URSS en guerre

L. TROTSKY

LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE ET LE CARACTERE DE L'U.R.S.S.

Peut-on, après la conclusion du pacte germano soviétique, reconnaître l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier ? La nature de l'Etat soviétique provoque parmi nous des discussions toujours nouvelles. Rien d'étonnant : nous avons pour la première fois dans l'Histoire, l'expérience d'un Etat ouvrier. Nulle part et jamais, ce phénomène n'a été étudié. Dans la question du caractère social de l'U.R.S.S. les erreurs proviennent ordinairement, comme nous l'avons déjà écrit, de la substitution de la norme programmatique au fait historique, le fait concret s'est écarté de la norme. Cela ne signifie pourtant pas qu'il ait renversé la norme ; au contraire il l'a confirmé à sa manière. La dégénérescence du premier Etat ouvrier, que nous avons établie et expliquée, ne fait que montrer de la façon la plus claire ce que doit être un état ouvrier et ce qu'il peut être et sera dans certaines conditions historiques. La contradiction entre le fait concret et la norme ne nous impose pas de renoncer à la norme, mais au contraire de lutter pour sa réalisation par la voie révolutionnaire, le programme de la prochaine révolution en U.R.S.S. est déterminé, d'une part, par notre appréciation de l'U.R.S.S. en tant que FAIT historique objectif, de l'autre, par la NORME de l'Etat ouvrier. Nous ne dirons pas "tout est perdu il faut repartir du commencement". Nous indiquons clairement quels éléments de l'Etat ouvrier peuvent être au stade actuel sauvés, conservés et développés.

Qui tente de démontrer maintenant que le pacte germano-soviétique doit modifier notre appréciation de l'Etat soviétique, celui-ci se place au fond sur la position du Komintern, plus exactement sur la position d'hier du Komintern, la mission historique de l'Etat ouvrier, c'est, selon cette logique, la lutte pour la démocratie impérialiste. Le fait de "trahir" les démocrates en faveur du fascisme prive l'U.R.S.S. du titre d'Etat ouvrier. En réalité, la signature de l'accord avec Hitler ne fait que mesurer une fois de plus le degré de décomposition de la bureaucratie soviétique et son mépris pour la classe ouvrière internationale, y compris le Komintern, mais ne donne aucune raison de réviser l'appréciation sociologique de l'U.R.S.S.

DESACCORS POLITIQUES OU TERMINOLOGIQUES ?

Commençons par poser la question de la nature de l'Etat soviétique, non pas dans le plan sociologique abstrait, mais dans celui des tâches politiques concrètes. Acceptons comme point de départ que la bureaucratie est une nouvelle "classe" et que le régime actuel de l'U.R.S.S. est un système particulier d'exploitation de classe. Quelles nouvelles conclusions politiques découlent pour nous de ces définitions ? La IVème Internationale a depuis longtemps reconnu la nécessité du renversement de la bureaucratie par l'insurrection révolutionnaire des travailleurs. Ceux qui déclarent que la bureaucratie est une "classe" exploiteuse ne proposent ni ne peuvent proposer rien d'autre. Le but du renversement de la bureaucratie, c'est le réta-

blissement du pouvoir des Soviets, en en chassant l'actuelle bureaucratie. Les critiques de gauche ne peuvent proposer et ne proposent rien d'autre. (1) La tâche des Soviets régénérés, c'est de coopérer à la Révolution Internationale et d'édifier une société socialiste. Le renversement de la bureaucratie présuppose par conséquent le maintien de la propriété étatique et de l'économie planifiée. C'est le coeur de tout le problème.

Bien entendu, la répartition des forces productives entre les diverses branches de l'industrie et tout le contenu du plan en général changeront brusquement quand le plan ne sera plus déterminé par les intérêts des bureaucrates, mais par ceux des producteurs eux-mêmes. Mais puisqu'il s'agit malgré tout du renversement d'une oligarchie parasitaire tout en maintenant la propriété nationalisée (étatique), nous qualifions la future révolution de POLITIQUE. Certains de nos critiques (Ciliga, Bruno R., etc...) veulent à tous prix qualifier la future révolution de SOCIALE. Acceptons ce qualificatif. Qu'est-ce que cela change au fond ? Aux tâches de la révolution que nous avons énumérées cela n'ajoute absolument rien.

Nos critiques en règle générale prennent les faits tels que nous les avons établis depuis longtemps. Ils n'ont absolument rien ajouté quant'au fond, à l'appréciation de la situation de la bureaucratie dans la société soviétique, des rapports entre elle et les travailleurs, ou du rôle du Kremlin sur l'arène internationale. Dans tous ces domaines, non seulement ils ne corrigent pas notre analyse, mais au contraire s'appuient entièrement sur elle et même s'y bornent complètement. Ils nous accusent seulement de ne pas tirer les "conclusions" nécessaires. A l'examen, il s'avère cependant que les conclusions ont un caractère purement terminologiques. Nos critiques se refusent à appeler un Etat ouvrier en dégénérescence un état ouvrier. Ils tiennent à appeler la bureaucratie totalitaire, une classe dirigeante. Ils proposent de ne pas considérer la révolution contre cette bureaucratie, comme politique mais sociale. Si nous leur faisons ces concessions terminologiques nous mettrions nos critiques dans une situation extrêmement difficile, car ils ne sauraient que faire de leur victoire purement verbale.

VERIFIONS NOUS UNE FOIS DE PLUS.

C'est pourquoi ce serait une monstrueuse absurdité de se séparer de camarades qui, dans la question de la nature sociologique de l'U.R.S.S., soutiennent une opinion différente, dans la mesure où ils sont solidaires de nous quant'aux tâches politiques. Mais ce serait d'autre part être aveugle que d'ignorer les désaccords purement théoriques, mêmes terminologiques, car dans le développement ultérieur ils peuvent prendre corps et conduire à des conclusions absolument différentes. De même qu'une maîtresse de maison ne tolère pas que s'accumulent les toiles d'araignées et la poussière, le Parti révolutionnaire ne peut souffrir le manque de clarté, la confusion, l'ambiguïté. Il faut tenir sa maison propre

(1) Rappelons que certains camarades enclins à considérer la bureaucratie comme une nouvelle classe se sont en même temps élevés contre l'exclusion de la bureaucratie des Soviets.

Je rappellerai pour illustrer ma pensée, la question de Thermidor. Longtemps nous avons affirmé que Thermidor ne faisait que se préparer en U.R.S.S. et qu'il n'était pas encore réalisé. Ensuite, donnant à l'analogie avec Thermidor un caractère plus précis et plus médité, nous sommes arrivés à la conclusion que Thermidor avait déjà été dépassé. Cette franche correction de notre erreur ne provoqua pas la moindre trouble dans nos rangs. Pourquoi ? Parce que nous avions tous apprécié de la même manière l'ESSENCE des procès qui se déroulaient en U.R.S.S., en suivant ensemble de jour en jour la montée de la réaction. Il ne s'agissait pour nous que de préciser une analyse historique, rien de plus. J'espère que maintenant encore, malgré la tentative de quelques camarades de faire apparaître des désaccords dans la question de la "défense de l'U.R.S.S." - nous en parlerons plus longuement plus loin - nous réussirons, en précisant simplement nos idées, à maintenir l'unanimité sur le terrain du programme de la IVème Internationale.

TUMEUR OU NOUVEL ORGANE ?

Nos critiques ont invoqué plus d'une fois le fait que la bureaucratie soviétique actuelle ressemblait fort peu à la bureaucratie ouvrière ou bourgeoise de la société capitaliste, que dans une mesure encore plus grande que la bureaucratie fasciste, elle représente une nouvelle formation sociale extrêmement puissante. C'est absolument juste et nous n'avons jamais fermé les yeux là dessus. Mais si on admet que la bureaucratie soviétique est une "classe", il faudrait dire en même temps que cette classe est complètement différente de toutes les classes possédantes que nous avons connues dans le passé : l'avantage par conséquent n'est pas grand. Nous appelons assez souvent la bureaucratie soviétique une caste, soulignant par là l'esprit de corps, l'arbitraire et l'arrogance d'une couche dirigeante qui considère qu'elle seule tire son origine de la bouche divine de Brahma, alors que les masses populaires proviennent de parties bien inférieures du corps divin. Mais cette détermination n'a assurément pas de caractère scientifique strict. Son avantage relatif consiste en ce que le caractère figuré de la dénomination est clair pour tout le monde, car il ne viendra à l'idée de personne d'identifier l'oligarchie de Moscou à la caste hindoue des bramhanes. L'ancienne terminologie sociologique n'a pas préparé, et ne pouvait préparer de dénomination pour un phénomène social nouveau qui se trouve en procès de développement (de dégénérescence) et n'a pas pris de formes stables. Nous continuons tous cependant à appeler la bureaucratie soviétique, une bureaucratie, sans oublier d'ailleurs ses particularités historiques. A notre avis c'est encore insuffisant.

Scientifiquement et politiquement - et non dans la pire terminologie - la question se pose ainsi : la bureaucratie représente-t-elle une EXCROISSANCE temporaire sur l'organisation sociale ou bien cette excroissance s'est-elle changée en un ORGANE historiquement nécessaire ? La difformité sociale peut être le résultat d'une combinaison "fortuite" (c'est à dire temporaire et exceptionnelle) de circonstances historiques. Un organe social (et c'est ce qu'est toute classe, même exploiteuse) ne peut se former qu'à la suite de profondes nécessités internes de la production elle-même. Si nous ne répondons pas à cette question, toute la dispute devient un stérile jeu de mots.

PUTREFACTION PRECOCE DE LA BUREAUCRATIE

La justification historique de toute classe dominante a consisté en ce que le système d'exploitation qu'elle a dirigé, a élevé à un nouveau degré le développement des forces productives. Il est indubitable que le régime sociétiqu e a donné une puissante impulsion à l'économie. Mais l'origine de cette impulsion, c'est la nationalisation des moyens de production et le principe du plan et nullement le fait que la bureaucratie a usurpé le commandement de l'économie. Au contraire, le bureaucratisme en tant que système est devenu le pire frein au développement technique et culturel du pays. Cela fut masqué pendant un certain temps par le fait que l'économie soviétique eut pour tâche durant deux dizaines d'années de transplanter et de s'approprier la technique et l'organisation de la production des pays capitalistes avancés. La période des emprunts et imitations s'accommodait encore plus ou moins bien de l'automatisme bureaucratique, c'est-à-dire de l'étouffement de l'initiative et de l'esprit de création. Mais plus s'est élevée l'économie, plus sont devenues complexes ses exigences, et plus le régime bureaucratique est devenu un obstacle intolérable. Les contradictions qui s'exacerbent constamment entre elles, conduisent à d'incessantes convulsions politiques, à l'extermination systématique des éléments créateurs les plus doués dans tous les domaines de l'activité. Ainsi, avant que la bureaucratie ait réussi à faire sortir d'elle une "classe dominante", elle est tombée dans une contradiction inconciliable avec les nécessités du développement. Cela s'explique précisément par le fait que la bureaucratie n'est pas le représentant d'un nouveau système d'économie qui lui soit propre, im possible sans elle mais une excroissance parasitaire qui a poussé sur l'Etat ouvrier.

CONDITIONS DE LA PUISSANCE ET DE LA DECADENCE DE LA BUREAUCRATIE

L'oligarchie soviétique a tous les vices des vieilles classes dirigeantes, mais elle n'a pas leur mission historique. Dans la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique, ce ne sont pas les lois générales de la société contemporaine dans son passage du capitalisme au socialisme qui trouvent leur expression, mais une infraction particulière, exceptionnelle et temporaire à ces lois en présence de l'état arriéré d'un pays révolutionnaire et de l'encerclement capitaliste. Le manque d'objets de consommation et la lutte générale pour leur possession engendrent un gendarme qui prend sur lui les fonctions de répartition. La pression hostile de l'extérieur fait retomber sur le gendarme le rôle de "défenseur" du pays, lui donne une autorité nationale et lui permet de piller le pays doublement.

Les deux conditions de la puissance de la bureaucratie, -état arriéré du pays et encerclement impérialiste - ont cependant un caractère temporaire, transitoire et doivent disparaître avec la victoire de la révolution internationale. Les économistes bourgeois eux-mêmes ont calculé qu'avec une économie planifiée, il serait possible d'élever rapidement le revenu national des Etats-Unis à 200 milliards de dollars par an et d'assurer ainsi à toute la population, non seulement la satisfaction de ses besoins fondamentaux, mais encore un véritable confort. D'autre part, la révolution internationale mettrait fin au danger extérieur, en tant que cause supplémentaire de bureaucratisation. La disparition de la nécessité de dépenser une énorme part du revenu national en armements élèverait encore plus le niveau de

vie et de culture des masses. Dans ces conditions, la nécessité du gendar-me-répartiteur disparaîtrait d'elle-même. Le pouvoir étatique ferait rapi-dement place à l'administration d'une gigantesque coopérative. Pour une nouvelle classe dominante et pour un nouveau régime d'exploitation situé entre le capitalisme et le socialisme, il n'y aurait pas de place.

ET SI LA REVOLUTION SOCIALISTE NE SE REALISE PAS ?

La décomposition du capitalisme a atteint ses extrêmes limites, tout comme la décomposition de l'ancienne classe dominante. Ce système ne peut plus exister. Les forces productives doivent être organisées selon un plan. Mais qui accomplira ce travail ? Le prolétariat ou une nouvelle classe dominante de "commissaires" : politiciens, administrateurs et techniciens ? L'expérience historique témoigne, à l'avis de certains raisonneurs qu'il ne faut rien espérer du prolétariat. Il s'est avéré "incapable" de préve-nir la guerre impérialiste passée, alors que les prémisses matérielles de la révolution socialiste existaient déjà. Les succès du fascisme après la guerre furent de nouveau le résultat de l'"incapacité" du prolétariat de diriger lui-même la société par voie démocratique. La révolution espagno-le fut étouffée sous les yeux du prolétariat mondial. Enfin, le dernier anneau de cette chaîne, c'est la nouvelle guerre impérialiste dont la pré-paration s'est faite tout à fait ouvertement, en face de la complète im-puissance du prolétariat mondial. Si l'on admet cette conception, c'est-à-dire si l'on admet que le prolétariat n'a pas la force d'accomplir la révo-lution socialiste, la tâche, qui ne peut souffrir aucun retard, d'étatiser les forces productives sera évidemment remplie par quelqu'un d'autre. Par qui au juste ? Par une nouvelle bureaucratie qui remplacera la bourgeoisie en putréfaction, comme une nouvelle classe dominante à l'échelle mondiale. C'est ainsi que commencent à poser la question, les "gauches" qui ne se contentent pas de querelles de mots.

LA PRESENTE GUERRE ET LE SORT DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE

Par la marche même des choses, la question se pose actuellement de façon fort concrète. La seconde guerre mondiale a commencé. Elle est une irréfutable confirmation du fait que la société ne peut plus vivre sur les bases du capitalisme. Par cela même elle soumet le prolétariat à une nouvel-le épreuve, peut-être décisive.

Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, la révolu-tion prolétarienne, elle conduira inévitablement au renversement de la bureau-cratie en URSS et à la régénération de la démocratie soviétique, sur une base économique et culturelle bien plus élevée qu'en 1918. En ce cas-là, la question de savoir si la bureaucratie staliniste est une "classe" ou une excroissance sur un Etat ouvrier, se résoudra d'elle même. Il sera clair pour tout le monde que dans le procès du développement de la révolu-tion internationale, la bureaucratie soviétique aura été seulement une re-chute EPISODIQUE.

Si l'on admet, cependant, que la présente guerre ne provoquera pas la révolution mais le déclin du prolétariat, il reste l'autre aspect de

l'alternative : putréfaction continue du capitalisme monopolisant, sa fonction toujours plus grande avec l'Etat et le remplacement de la démocratie, où elle se serait encore maintenue, par le régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat de prendre dans ses mains la direction de la société pourrait réellement conduire dans ces conditions à l'apparition d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste. Ce serait, selon toute vraisemblance, un régime de décadence qui marquerait le déclin de la civilisation.

Un résultat analogue pourrait survenir au cas où le prolétariat des pays capitalistes avancés, après avoir conquis le pouvoir se trouverait incapable de le conserver et le céderait, comme en U.R.S.S. à une bureaucratie privilégiée. Nous serions alors contraints de reconnaître que la cause de la rechute bureaucratique n'avait pas ses racines dans l'état arriéré du pays, ni dans l'encerclement impérialiste, mais dans l'incapacité du prolétariat de devenir une classe dirigeante. Il faudrait alors établir retrospectivement que par ses traits fondamentaux, l'U.R.S.S. actuelle constituait le signe avant-coureur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale.

Nous nous sommes beaucoup éloignés des disputes terminologiques sur le titre de l'Etat soviétique. Mais que nos critiques ne protestent pas : c'est seulement en se plaçant à la distance historique nécessaire qu'il est possible de se former un jugement exact dans une question telle que le remplacement d'un régime social par un autre. Si l'on y réfléchit jusqu'au bout, l'alternative historique est celle-ci : ou le régime staliniste est une répugnante rechute durant le procès de la transformation de la Société bourgeoise en société socialiste, ou le régime staliniste est la première étape d'une nouvelle société d'exploitation. Si le second pronostic s'avère exact, la bureaucratie, bien entendu, deviendra une nouvelle classe exploiteuse. Quelque pénible que soit cette seconde perspective, si le prolétariat mondial s'avérait réellement incapable de remplir la mission que le marche des événements fait retomber sur lui, il ne resterait rien d'autre que reconnaître ouvertement que le programme socialiste, basé sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est avéré être une utopie. Il faudrait évidemment un nouveau programme "minimum" pour la défense des intérêts des esclaves de la société bureaucratique totalitaire.

Y a-t-il cependant, des données objectives inébranlables ou pour le moins convaincantes, qui nous contraignent aujourd'hui à renoncer à la perspective de la révolution socialiste ? C'est là toute la question.

LA THEORIE DU "COLLECTIVISME BUREAUCRATIQUE".

Peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le "communiste de gauche" allemand, Hugo Urbahns, vient à la conclusion qu'au capitalisme succédait une nouvelle ère historique de "capitalisme d'Etat". Les premiers exemples de ce régime, c'étaient l'Italie, l'U.R.S.S., l'Allemagne. Urbahns cependant ne tirait pas de conclusions politiques de sa théorie. Récemment le "communiste de gauche" italien, Bruno R., qui appartient naguère à la IV^e Internationale, arrivé à la conclusion qu'au capitalisme succédait un "collectivisme bureaucratique". La nouvelle bureaucratie est une classe, son rapport avec les travailleurs est une exploitation collective, les prolétaires sont devenus les esclaves de l'exploiteur totalitaire.

Bruno R. met dans le même sac, l'économie planifiée de l'U.R.S.S., le fascisme, le national-socialisme et le "New-Deal" de Roosevelt. Tous ces régimes ont sans aucun doute des traits communs, qui sont en fin de compte déterminés par les tendances collectives de l'économie contemporaine, Lénine formula même avant la révolution d'Octobre, les principales particularités du capitalisme impérialiste : concentration gigantesque des forces productives, compénétration du capital monopoliste et de l'Etat, tendance organique à la dictature comme résultant de cette compénétration. Des traits de centralisation et de collectivisation caractérisent à la fois la politique de la révolution et la politique de la contre-révolution ; mais cela ne signifie nullement qu'entre Révolution, Thermidor, fascisme et "réformisme" américain, on puisse placer un signe d'égalité. Bruno R. a saisi le fait que les tendances à la collectivisation prennent, par suite de la prostration politique de la classe ouvrière, la forme du "collectivisme bureaucratique". Le phénomène est en lui-même indiscutable. Mais où sont ses limites et quel est son poids historique ? Ce qui est pour nous la déformation de la période de transition, le résultat de l'inégalité du développement des divers facteurs du procès social. Bruno R. le prend pour une formation sociale indépendante, dans laquelle la bureaucratie est la classe dominante. Bruno R. a en tout cas l'avantage de tenter de faire sortir la question du cercle vicieux des ratiocinations terminologiques pour la placer dans le plan des grandes généralisations historiques. D'autant plus facile est-il de découvrir son erreur.

Comme de nombreux ultra gauches, Bruno R., identifie quant au fond le stalinisme et le fascisme. D'autre part, la bureaucratie soviétique s'est appropriée les méthodes politiques du fascisme ; de l'autre la bureaucratie fasciste, qui s'est jusqu'à maintenant limitée à des mesures "partielles" d'intervention étatique, se dirige vers l'étatisation complète de l'économie et y arrivera bientôt. La première affirmation est absolument juste. Mais erronée est l'affirmation de Bruno R. selon laquelle l'"anticapitalisme" fasciste est capable d'aller jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie. Les mesures "partielles" d'intervention étatique et de nationalisation se distinguent, en fait, de l'économie étatique planifiée de la même façon que les réformes se distinguent de la révolution. Mussolini et Hitler ne font que "coordonner" les intérêts des propriétaires et "régler" l'économie capitaliste, d'ailleurs essentiellement pour des fins militaires. L'oligarchie du Kremlin c'est autre chose : elle a la possibilité de diriger l'économie comme un tout uniquement grâce au fait que la classe ouvrière de Russie a accompli la plus grande révolution de l'histoire dans les relations de propriété. Il est impossible de perdre de vue cette différence.

Mais en admettant même que le stalinisme et fascisme, partant d'origines différentes, aboutissent jamais à un seul et même type de société d'exploitation ("collectivisme bureaucratique" selon la terminologie de Bruno R.) cela ne fait encore nullement sortir l'humanité de l'impasse. La crise du système capitaliste n'est pas provoquée seulement par le rôle réactionnaire de la propriété privée, elle ne l'est pas moins par le rôle réactionnaire de l'Etat national. Si les divers gouvernements fascistes réussissaient à se créer un système d'économie planifiée, outre les mouvements révolutionnaires du prolétariat, inévitables en fin de compte et qu'aucun plan ne peut prévoir la lutte entre les Etats totalitaires pour la domination du monde se maintiendrait et même croîtrait considérablement. Les guerres dévoreraient les

fruits de l'économie planifiée et détruiraient les bases de la civilisation. Bertrand Russell suppose, certes, que quelque Etat victorieux pourrait, par suite de la guerre, unifier dans ses pinces totalitaires le monde entier. Mais même si une pareille hypothèse se réalisait, ce qui est plus que douteux, l'"unification" militaire n'aurait pas une stabilité plus grande que celle de la paix de Versailles. Les insurrections nationales et les répressions aboutiraient finalement à une nouvelle guerre mondiale, qui pourrait devenir le tombeau de la civilisation. Ce ne sont pas nos désirs subjectifs, mais la réalité objective qui dit que la seule issue pour l'humanité, c'est la révolution socialiste internationale. L'autre face de l'alternative c'est la rechute dans la barbarie.

LE PROLETARIAT ET SA DIRECTION

A la question de la relation entre la classe et sa direction, nous consacrerons bientôt un article spécial. Bornons-nous ici au plus nécessaire. Seuls des "marxistes" vulgaires, qui supposent que la politique est le "reflet" DIRECT et IMMEDIAT de l'économie, peuvent croire que la direction reflète directement immédiatement la classe. En fait, la direction qui s'élève au dessus d'une classe opprimée, tombe infailliblement sous la pression de la classe dominante. La direction des syndicats américains, par exemple "reflète" non pas tant le prolétariat que la bourgeoisie. La sélection et l'éducation d'une direction véritablement révolutionnaire, capable de résister à la pression de la bourgeoisie, est une tâche extrêmement difficile. La dialectique du procès historique s'est exprimée de la façon la plus claire dans le fait que le prolétariat du pays le plus arriéré, la Russie, a produit dans certaines conditions historiques, la direction la plus perspicace et la plus hardie. Au contraire, le prolétariat de la plus vieille civilisation capitaliste, la Grande-Bretagne, a encore aujourd'hui la direction la plus bornée et la plus servile.

La crise de la société capitaliste, qui se manifesta clairement en Juillet 1914, provoqua dès le premier jour de la guerre, la crise aiguë de la direction prolétarienne. Durant les vingt-cinq années qui se sont écoulées depuis lors, le prolétariat des pays capitalistes avancés n'a pas encore créé de direction qui soit à la hauteur des tâches de notre époque. L'expérience de la Russie témoigne cependant que pareille direction peut être créée (cela ne signifie pas assurément, qu'elle sera garantie contre la dégénérescence). La question se pose, par conséquent, ainsi : la nécessité historique objective réussira-t-elle, en fin de compte, à se frayer un chemin dans la conscience de l'avant garde de la classe ouvrière ; c'est-à-dire, se formera-t-il dans le procès de cette guerre-ci et des profonds ébranlements qui doivent en sortir une véritable direction révolutionnaire capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir ?

La Quatrième Internationale a répondu affirmativement à cette question, non seulement par le texte de ce programme, mais aussi par le fait même de son existence. Au contraire les représentants déçus et effrayés du pseudo-marxisme de tout genre, partent de l'affirmation que la banqueroute de la direction ne fait que "refléter" l'incapacité du prolétariat à remplir sa mission révolutionnaire. Tous nos adversaires n'expriment pas clairement cette idée. Mais tous, -ultra-gauches, centristes, anarchistes, sans même parler des stalinistes et des social-démocrates - se déchargent de la res-

responsabilité des défaites pour la faire retomber sur le prolétariat. Nul d'entre eux n'indique dans quelles conditions précises le prolétariat se trouverait capable d'accomplir la révolution socialiste.

Si l'on admet que la cause des défaites réside dans les qualités sociales du prolétariat lui-même, il faut alors reconnaître que la situation de la société contemporaine est désespérée. Dans les conditions du capitalisme pourrissant, le prolétariat ne croît ni en nombre ni en culture. C'est pourquoi il n'y a pas de raison d'attendre qu'il s'élève jamais à la hauteur des tâches révolutionnaires. La question se pose d'une manière entièrement différente pour celui qui a clairement compris quel profond antagonisme existe entre l'aspiration organique, radicale, invincible des masses travailleuses à s'arracher au sanglant chaos capitaliste et le caractère conservateur, patriotique, complètement bourgeois d'une direction qui se survit à elle-même. Entre ces deux conceptions inconciliables il faut choisir.

LA DICTATURE TOTALITAIRE EST UN ETAT DE CRISE AIGUE ET NON PAS UN REGIME STABLE -

La Révolution d'Octobre ne fut pas un hasard. Elle avait été prévue depuis longtemps. Les événements ont confirmé la prévision. La dégénérescence ne réfute pas la prévision car jamais les marxistes n'ont pensé qu'un Etat ouvrier en Russie puisse se maintenir indéfiniment. Certes, nous attendions plutôt l'effondrement de l'Etat ouvrier que sa dégénérescence ; plus exactement, nous ne distinguons pas strictement ces deux possibilités. Mais elles ne se contredisent nullement l'une l'autre. La dégénérescence doit inévitablement, à une certaine étape, s'achever par l'effondrement.

Un régime totalitaire, du type staliniste ou fasciste, ne peut être, par son essence même, qu'un régime temporaire, transitoire. La dictature a généralement été dans l'histoire le résultat et le signe d'une crise sociale particulièrement aiguë, nullement d'un régime stable. Une crise aiguë ne peut être un état permanent de la société. L'Etat totalitaire peut, durant un certain temps, étouffer les contradictions sociales, mais il ne peut se perpétuer. Les monstrueuses épurations en U.R.S.S. sont le témoignage le plus convaincant du fait que la société tend organiquement à se débarrasser de la bureaucratie.

Chose étonnante, Bruno R., voit précisément dans les épurations stalinistes une preuve de ce que la bureaucratie est devenue une classe dirigeante, car seule une classe dirigeante peut, à son avis, recourir à des mesures d'une telle envergure (I). Il oublie, cependant, que le tzarisme,

(I) Certes dans la dernière partie de son livre, qui contient des contradictions fantastiques, Bruno R. réfute tout à fait consciemment et clairement sa propre théorie du "collectivisme bureaucratique" exposée dans la première partie du livre et déclare que le stalinisme, fascisme et nazisme sont des formations transitoires et parasites, châtiment historique pour l'impuissance du prolétariat. En d'autres termes, après avoir soumis les conceptions de la IV^e Internationale à la plus vive critique, Bruno R., revient inopinément à ces conceptions, mais seulement pour s'engager dans une nouvelle série d'errements. Nous n'avons nulle raison de suivre pas à pas un écrivain qui a manifestement perdu l'équilibre. Ce qui nous intéresse ce sont les arguments sur lesquels il tente de fonder que la bureaucratie est une classe.

qui n'était nullement une "classe" se permit aussi des mesures d'épuration assez larges, précisément d'ailleurs dans la période où il approchait de sa fin. Par leur envergure et la monstruosité de leurs mensonges, les épurations de Staline ne signifient rien d'autre que l'incapacité de la bureaucratie à devenir une classe dominante stable et sont les symptômes de sa proche agonie. Ne tomberions-nous pas dans une situation ridicule en attribuant à l'oligarchie bonapartiste, le titre de nouvelle classe dirigeante quelques années ou même quelques mois avant sa chute sans gloire ? Ce seul fait de poser clairement la question doit, à notre avis, empêcher les camarades de se livrer à des expériences terminologiques et de s'abandonner à des généralisations trop hâtives.

L'ORIENTATION VERS LA REVOLUTION INTERNATIONALE ET LA REGENERATION DE L'U.R.S.S.

Un quart de siècle s'est avéré être un délai trop court pour le réarmement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne internationale et un délai trop long pour le maintien du système soviétique dans un pays arriéré isolé. L'humanité paie maintenant cela d'une nouvelle guerre impérialiste. Mais la tâche fondamentale de notre époque n'a pas changé pour la simple raison qu'elle n'a pas été résolue. L'énorme actif du quart de siècle écoulé et le gage inappréciable pour l'avenir, c'est le fait qu'un des détachements du prolétariat mondial a réussi à montrer en réalité COMMENT la tâche peut être résolue.

La seconde guerre impérialiste place la tâche qui n'a pas été résolue à une étape historique plus élevée. Elle soumet à une nouvelle épreuve non seulement la stabilité des régimes existants, mais aussi la capacité du prolétariat à les remplacer. Les résultats de cette épreuve auront sans aucun doute une importance décisive pour notre appréciation de l'époque contemporaine comme époque de la révolution prolétarienne. Si, en dépit de toutes les vraisemblances, durant la présente guerre ou immédiatement après elle, la révolution d'Octobre ne trouvait pas sa continuation dans un des pays avancés, si, au contraire, le prolétariat se trouvait partout rejeté en arrière - nous devrions alors, sans aucun doute, poser la question de la révision de notre conception de la présente époque et de ses forces motrices. La question ne serait pas d'ailleurs de savoir quelle étiquette coller sur l'U.R.S.S. ou sur la clique staliniste, mais comment apprécier la perspective historique mondiale pour les prochaines dizaines d'années, sinon pour les prochains siècles : sommes-nous entrés dans l'époque de la révolution sociale et de la société socialiste ou dans l'époque de la décadence de la bureaucratie totalitaire.

La double erreur des faiseurs de schémas, du genre de Hugo Urbahns et de Bruno R., c'est premièrement de proclamer que ce dernier régime est déjà définitivement installé ; secondement de déclarer qu'il sera un long état intermédiaire de la société entre le capitalisme et le socialisme. Pourtant il est absolument évident que si le prolétariat international, avec l'expérience de toute notre époque et de la nouvelle guerre actuelle se trouvait incapable de devenir le maître de la société, cela signifierait l'effondre-

ment de tous les espoirs de révolution socialiste car on ne peut attendre de conditions plus favorables pour elle, en tout cas nul ne peut actuellement ni les prévoir, ni les caractériser.

Les marxistes n'ont pas le moindre droit (si on ne considère pas comme un "droit" la déception et la fatigue) de tirer la conclusion que le prolétariat a épuisé ses possibilités révolutionnaires et doit renoncer à prétendre dominer dans la prochaine époque. Vingt cinq années à l'horloge de l'Histoire, alors qu'il s'agit de l'oeuvre grandiose de substitution d'un régime économique et culturel à un autre, sont moins qu'une heure dans la vie d'un homme. Que vaudrait l'homme qui, pour des échecs empiriques, pendant une heure ou un jour, renoncerait au but qu'il se serait donné sur la base de l'expérience et de l'étude de toute sa vie antérieure. Dans les années de la sombre réaction russe (1907 - 1917) nous comptions avec les possibilités révolutionnaires qu'avait manifesté le prolétariat russe en 1905. Dans les années de la réaction mondiale, nous devons compter avec les possibilités qu'a manifesté le prolétariat russe en 1917. Ce n'est pas par hasard que la IVème Internationale se nomme Parti Mondial de la Révolution Socialiste. Notre voie reste invariable, nous maintenons l'orientation vers la révolution internationale et, par cela même, vers la régénération de l'U.R.S.S. comme Etat ouvrier.

LA POLITIQUE EXTERIEURE EST LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE INTERIEURE.

Que défendons nous dans l'U.R.S.S. ? Non pas ce par quoi elle ressemble aux pays capitalistes, mais ce par quoi elle en diffère. En Allemagne nous prêchons aussi l'insurrection contre la bureaucratie dirigeante, mais uniquement pour renverser immédiatement la propriété capitaliste. En URSS le renversement de la bureaucratie est nécessaire pour sauvegarder la propriété étatique. C'est seulement en ce sens que nous nommes pour la défense de l'U.R.S.S.

Nul d'entre nous ne doute que les ouvriers soviétiques doivent défendre la propriété étatique, non seulement contre le parasitisme de la bureaucratie, mais aussi contre les tendances à un retour à la propriété privée, par exemple de la part de l'aristocratie des Koljoses. Or la politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Si dans la politique intérieure nous unissons la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre à une lutte implacable contre la bureaucratie, nous devons faire de même dans la politique extérieure.

Certes, Bruno R. partant de l'affirmation que le "collectivisme bureaucratique" a déjà vaincu sur toute la ligne, nous assure que personne ne menace la propriété, car Hitler (et Chamberlain ?) est aussi intéressé à son maintien que Staline. Par malheur, les assurances de Bruno R. sont faites à la légère. En cas de victoire, Hitler commencera vraisemblablement par exiger le retour, aux capitalistes allemands, de leurs propriétés qui furent expropriées ; il assurera ensuite la même restauration de la propriété aux anglais, aux français, aux belges, afin d'arriver à un accord avec eux, aux dépens de l'U.R.S.S. ; enfin il fera l'Allemagne actionnaire des plus importantes entreprises étatiques de l'U.R.S.S. en vue des intérêts de la machine militaire allemande. Hitler est actuellement l'allié et l'ami de Staline ; mais si Hitler, avec l'aide de Staline, sort

victorieux sur le front occidental, il tournera le lendemain ses armes contre l'URSS. Enfin, Chamberlain, lui-même ne se conduirait pas, le cas échéant, de manière bien différente de celle de Hitler.

LA DÉFENSE DE L'U.R.S.S. ET LA LUTTE DE CLASSES.

Les erreurs dans la question de la défense de l'U.R.S.S. découlent le plus souvent d'une compréhension inexacte des méthodes de la "défense". La défense de l'U.R.S.S. ne signifie nullement des rapprochements avec la bureaucratie du Kremlin, des acceptations de sa politique ou des adaptations à la politique de ses alliés. Dans cette question comme dans les autres, nous restons entièrement sur le terrain de la lutte de classes internationale.

La petite revue française "Que Faire" écrivait récemment : puisque les trotskystes sont des défaitistes quant à la France et à l'Angleterre, ils sont par cela même des défaitistes quant à l'U.R.S.S. En d'autres termes, si vous voulez défendre l'U.R.S.S., vous devez cesser d'être des défaitistes quant à ses alliés impérialistes. "Que Faire" comptait que les alliés de l'U.R.S.S. seraient des "démocraties", ce que disent maintenant ces ma-lins, on n'en sait rien, et cela importe peu, car c'est leur méthode même qui est vicieuse. Renoncer au défaitisme quant au camp impérialiste auquel se joint aujourd'hui ou se joindra demain l'U.R.S.S., c'est pousser les ouvriers du camp opposé du côté de leur gouvernement, c'est renoncer au défaitisme en général. Renoncer au défaitisme dans les conditions de la guerre impérialiste, cela équivaut à renoncer à la révolution socialiste. Renoncer à la révolution - au nom de la "défense de l'U.R.S.S." - se serait vouer l'U.R.S.S. à une putréfaction définitive et à la perte.

La "défense de l'U.R.S.S." selon l'interprétation du Komintern, est basée comme l'était hier la "lutte contre le fascisme", sur l'abandon de toute politique indépendante de classe. Le prolétariat devient - pour différents motifs, dans différentes conditions, mais toujours et invariablement - une force d'appui à l'un des camps bourgeois contre l'autre. Par réaction contre cela, certains de nos camarades disent : comme nous ne voulons pas devenir un instrument de Staline et de ses alliés, nous renonçons à défendre l'U.R.S.S. Mais par cela même, ils démontrent seulement que leur compréhension de la "défense" coïncide au fond avec celle des opportunistes ; ils ne pensent pas à une politique indépendante du prolétariat. En réalité nous défendons l'U.R.S.S. comme nous défendons les colonies, comme nous résolvons toutes nos tâches, non pas en soutenant certains gouvernements impérialistes contre d'autres, mais par la méthode de la lutte de classes internationale dans les colonies comme dans les métropoles.

Nous ne sommes pas un parti gouvernemental ; nous sommes un parti d'opposition implacable, non seulement dans les pays capitalistes, mais aussi en U.R.S.S. Nous ne réalisons pas nos tâches, y compris la défense de l'U.R.S.S., par l'entremise des gouvernements bourgeois ni même par celle du gouvernement de l'U.R.S.S., mais exclusivement par l'éducation des masses, par l'agitation, en expliquant aux ouvriers ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut conserver. Une telle "défense" ne peut donner de résultats immédiats miraculeux. Mais nous n'y prétendons pas. Nous sommes encore une minorité révolutionnaire. Notre travail doit tendre à ce que les ouvriers sur lesquels nous avons de l'influence apprécient correctement les événements, ne se laissent pas prendre à l'improviste et préparent l'opinion publique

de leur classe à la solution révolutionnaire des tâches qui se posent devant nous.

La défense de l'U.R.S.S. coïncide pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Seules sont permises les méthodes qui ne contredisent pas les intérêts de la révolution. Le rapport entre la défense de l'URSS et la révolution socialiste internationale est le même qu'entre une tâche tactique et une tâche stratégique. La tactique est subordonnée au but stratégique et ne peut en aucun cas le contredire.

LA QUESTION DES PROVINCES OCCUPEES.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la question du sort des provinces occupées par l'Armée Rouge reste obscur. Les informations télégraphiques sont contradictoires, car des deux cotés on ment beaucoup et les relations réelles sur place sont certainement encore extrêmement mal définies. Une certaine partie des territoires occupés entrera sans aucun doute dans les frontières de l'U.R.S.S. Sous quelle forme au juste ?

Admettons pour un instant que, par accord avec Hitler, le gouvernement de Moscou laisse intacts dans les provinces occupées, les droits de la propriété privée et se borne à un "contrôle" du type fasciste. Une telle concession aurait un caractère profondément principiel et pourrait devenir le point de départ d'un nouveau chapitre du régime soviétique et par conséquent d'une nouvelle appréciation de notre part, de la nature de l'Etat soviétique.

Le plus vraisemblable cependant est que dans les provinces qui doivent faire partie de l'U.R.S.S. le gouvernement de Moscou prendra des mesures d'expropriation à l'égard des grands propriétaires et d'étatisation des moyens de production. Une telle voie est la plus vraisemblable, non parce que la bureaucratie est fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni partager le pouvoir et les privilèges qui lui sont liés avec les anciennes classes dominantes des provinces occupées. Ici une analogie se présente d'elle-même. Le premier Bonaparte arrêta le cours de la Révolution à l'aide de la dictature militaire, cependant que les troupes françaises envahirent la Pologne. Napoléon signa le décret : "Le servage est aboli". Cette mesure n'était pas dictée par les sympathies de Napoléon pour les paysans ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature de Bonaparte ne s'appuyait pas sur la propriété féodale, mais bourgeoise. Comme la dictature bonapartiste de Staline ne s'appuie pas sur la propriété privée, mais sur la propriété étatique. L'invasion de la Pologne par l'Armée Rouge doit naturellement amener derrière elle la liquidation de la propriété privée capitaliste pour faire correspondre le régime des territoires occupés à celui de l'URSS.

Une mesure de caractère révolutionnaire - l'"expropriation des expropriateurs" - réalisée dans le cas présent par la voie militaire et bureaucratique. L'appel à l'activité propre des masses dans les nouveaux territoires - et sans cet appel, ne fut-il que fort prudent, il est impossible d'établir le nouveau régime - sera, sans aucun doute, écrasé demain par d'impitoyables mesures policières, pour assurer la suprématie de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires éveillées. Tel est un aspect de la question. Mais il y en a un autre. Pour assurer la possibilité de l'occupation de la Pologne au moyen de l'alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a longtemps trompé et

continue à tromper les masses de l'U.R.S.S. et du monde entier et a abouti à la désagrégation complète des rangs de son propre Komintern. Le critère fondamental de la politique, ce n'est pas pour nous les transformations de la propriété dans tels ou tels territoires partiels, quelque importants qu'ils soient en eux-mêmes, mais les modifications dans les formes de la conscience et de l'organisation du prolétariat mondial. L'élévation de sa capacité de défendre les anciennes conquêtes et d'en accomplir de nouvelles. De ce point de vue, le seul décisif, la politique de Moscou, prise dans son ensemble, conserve entièrement son caractère réactionnaire et reste le principal obstacle dans la voie de la révolution internationale.

NOUS NE CHANGERONS PAS D'ORIENTATION.

L'étatisation des moyens de production, avons-nous dit, est une mesure progressive. Mais son caractère progressif est relatif ; son poids spécifique dépend de l'ensemble de tous les autres facteurs. Ainsi il faut établir avant tout que l'extension du territoire de l'autarcie et du parasitisme bureaucratique, accompagnée de mesures "socialistes" peut accroître le prestige du Kremlin, engendrer des illusions sur les possibilités de substituer à la révolution prolétarienne des manœuvres bureaucratiques etc... Ce mal dépasse de loin le contenu progressif des réformes staliniennes en Pologne. Pour que la nationalisation de la propriété dans les provinces occupées, de même qu'en U.R.S.S. devienne la base d'un développement réellement progressif, c'est à dire socialiste, il est nécessaire de renverser la bureaucratie de Moscou. Notre programme conserven par conséquent toute sa valeur. Les événements ne nous ont pas pris à l'improviste. Il faut seulement les interpréter correctement, il faut comprendre clairement que, dans le caractère de l'U.R.S.S. et dans sa situation internationale, il existe de profondes contradictions. Il est impossible de se libérer de ces contradictions à l'aide de tours de passe-passe terminologiques ("Etat ouvrier", "Etat non ouvrier"). Il faut prendre les faits tels qu'ils sont. Il faut bâtir une politique qui parte des relations et des contradictions réelles.

Nous ne confions au Kremlin aucune mission historique. Nous étions et restons contre la prise de nouveaux territoires par le Kremlin. Nous sommes pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique et, si les blancs-russes eux-mêmes le veulent, pour celle de la Blanche-Russie soviétique. En même temps dans les parties de la Pologne occupées par l'Armée Rouge, les Partisans de la IVème Internationale prennent la part la plus décisive à l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, à la répartition de la terre aux paysans, à la création de Soviets et de Comités ouvriers, etc... Ils maintiennent en outre leur indépendance politique, luttent au moment des élections aux Soviets et aux Comités d'usines pour la complète indépendance de ceux-ci à l'égard de la bureaucratie, mènent la propagande révolutionnaire dans un esprit de défiance envers le Kremlin et son agence locale.

Imaginons cependant que Hitler tourne ses armes contre l'Etat et envahisse les provinces conquises par l'Armée Rouge. Dans ces conditions les partisans de la IVème Internationale, sans changer en rien leur attitude envers l'oligarchie du Kremlin, mettront au premier plan, comme la tâche

la plus urgente du moment, la résistance militaire à Hitler. Les ouvriers diront : "Nous ne pouvons remettre à Hitler le renversement de Staline ; ça, c'est notre tâche". Durant la lutte militaire contre Hitler, les ouvriers révolutionnaires s'efforceront d'établir des relations amicales, les plus étroites possibles, avec les combattants de l'Armée Rouge. Tout en portant des coups militaires à Hitler les bolcheviks léninistes meneront en même temps la propagande révolutionnaire contre Staline, préparant son renversement pour l'étape suivante, la plus proche possible.

Une "défense de l'URSS" de ce genre sera, bien entendu, aussi éloignée que l'est le ciel de la terre de la défense officielle qui se mène actuellement sous le mot d'ordre : "Pour la patrie, pour Staline !". NOTRE défense de l'URSS se mène sous le mot d'ordre : "Pour le socialisme, pour la révolution internationale, contre Staline !". Pour que ces deux formes de défense de l'URSS ne se confondent pas dans la conscience des masses, il faut savoir formuler clairement et précisément les mots d'ordre qui répondent à la situation concrète. Mais il faut avant tout établir clairement CE QUE nous défendons au juste, COMMENT nous le défendons, CONTRE QUI nous le défendons. Nos mots d'ordre ne provoqueront pas de troubles dans les masses, seulement si nous nous représentons nous-mêmes clairement nos tâches.

CONCLUSIONS.

Nous n'avons pour le moment aucune raison de changer notre position de principe quant'à l'URSS.

La guerre accélère les divers procès politiques. Elle peut accélérer le procès de la régénération révolutionnaire de l'URSS Mais elle peut accélérer aussi le procès de sa dégénérescence définitive. C'est pourquoi il est nécessaire de suivre avec attention et sans prévention les modifications que la guerre introduira dans la vie intérieure de l'URSS pour s'en rendre compte à temps/

Nos tâches dans les provinces occupées sont au fond les mêmes qu'en URSS ; mais comme elles sont posées par les événements sous une forme extrêmement aigue, elles nous aident d'autant mieux à faire la lumière sur nos tâches générales quant'à l'URSS.

Il est nécessaire de formuler nos mots d'ordre de telle manière que les ouvriers voient clairement ce que nous défendons en URSS (propriété étatique et économie planifiée) et contre quoi nous luttons impitoyablement (bureaucratie parasitaire et son Komintern).

Il ne faut pas perdre de vue un instant que la question du renversement de la bureaucratie soviétique est subordonnée pour nous à la question de la sauvegarde de la propriété étatique des moyens de production en URSS, que la question de la sauvegarde de la propriété étatique des moyens de production en URSS est subordonnée pour nous à la question de la révolution prolétarienne internationale.

Coyoacan, D.F.

le 25 septembre 1939

Léon TROTSKY